Antifas : Lordon et la députée Obono signent une pétition anti-flics avec Houria Bouteldja

18/09/2017 à 16h51

Neuf personnes sont poursuivies pour des faits de violences et de dégradations aggravées. Deux policiers avaient à l'époque été blessés.

Se servir de leur procès comme d'une tribune pour sensibiliser aux luttes contre « la répression policière ». C'est ce que veulent faire les antifascistes et le collectif Libérons-les à l'occasion du procès de l'affaire de la voiture de police incendiée quai de Valmy, en 2016, qui doit s'ouvrir mardi 19 septembre devant le tribunal correctionnel de Paris. Neuf personnes sont poursuivies pour des faits de violences et de dégradations aggravées.

La violence des images est restée dans les têtes : en marge d'une manifestation interdite en plein mouvement contre la loi travail, le 18 mai 2016, plusieurs manifestants masqués avaient pris à partie deux policiers dans une voiture de patrouille. Un jet de fumigène à l'intérieur de l'habitacle avait mis le feu au véhicule. Les deux policiers n'avaient été que légèrement blessés, mais la scène, impressionnante, avait largement été relayée dans les médias.(…)

La plupart des prévenusont été placés en détention préventive, comme Antonin Bernanos, qui est resté dix mois en prison avant d'être remis en liberté. Ce dernier, porte-voix des « antifa » dans ce procès, a toujours nié sa participation aux violences qui lui sont reprochées. Trois des neuf prévenus ont reconnu,

en revanche, leur implication à des degrés divers.

Selon les antifascistes et le collectif Libérons-les, ces poursuites font partie d'une volonté du pouvoir de criminaliser le mouvement social. Pour eux, la manifestation qui a dégénéré en 2016 était une réponse légitime au rassemblement des policiers le même jour « contre la haine antiflics », où sont venues « des personnalités de la droite extrême, chaleureusement accueillies », comme « Gilbert Collard, Marion Maréchal-Le Pen ou Eric Ciotti ».

De plus, ils veulent développer les actions communes avec les collectifs qui se multiplient contre les bavures policières dans les quartiers populaires, notamment autour de l'affaire Adama Traoré, un jeune homme mort à 24 ans, lors de son interpellation par des gendarmes en juillet 2016 dans le Val-d'Oise. « Il faut travailler cette question de convergences. Cela ne se fera pas via une intégration dans nos luttes, mais en respectant leur autonomie et leur grille de lecture même si elle peut différer en de nombreux points », avance Antonin Bernanos.

Dans cette démarche, les antifascistes sont de moins en moins isolés. Un appel à rassemblement le 19 septembre à 19 heures devant le palais de justice et à se rendre tous les jours au procès, a été publié par le Front social, coordination issue du mouvement contre la loi travail.

Plusieurs personnalités de gauche, aux vues très différentes – voire divergentes et opposées – l'ont signé.

C'est le cas, entre autres, de la députée (La France insoumise) de Paris Danièle Obono, d'Olivier Besancenot, de Frédéric Lordon, économiste et figure du mouvement Nuit debout, ou encore de la controversée Houria Bouteldja, présidente du Parti des indigènes de la République, formation identitaire et postcoloniale dont le discours racialiste suscite de plus en plus le malaise à gauche.

Du côté des organisations signataires, on trouve, entre autres, l’Union syndicale Solidaires, Alternative libertaire, les maoïstes de l’OCML-VP ou encore le NPA.(…)

Le Monde

Merci à **valdorf**

Facebook